

Algérie : Solidarité avec la lutte de In Salah contre l'exploitation du gaz de schiste

mardi 10 mars 2015, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2015).

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les habitants de In Salah manifestent, avec détermination et sans violence, leur opposition à la décision du gouvernement de procéder à l'exploitation du gaz de schiste dans le bassin de l'Ahnit, proche de la ville, aux confins du désert : plusieurs oasis des alentours sont concernées par la fracturation hydraulique mise en œuvre. Chaque jour plus nombreux, ils dénoncent également la collusion des multinationales telles que Halliburton et Shlumberger dans l'exécution de ce projet.

La mobilisation s'est étendue à toute la région, puis au Grand Sud. Elle a reçu le soutien de nombreux chercheurs scientifiques et d'experts dans le domaine des hydrocarbures. Prenant une ampleur inédite depuis les grandes manifestations de juin 2001, elle a gagné la sympathie de très nombreux citoyens à travers tout le pays, inaugurant un rapport de force nouveau au sujet de l'avenir énergétique national - jusque-là considéré comme un pré-carré d'un petit cercle de pétroliers et de technocrates -, afin d'offrir une croissance maîtrisée à toute l'Algérie dont, aujourd'hui, l'économie tourne à 97 % grâce à l'extraction des hydrocarbures du sous-sol saharien.

Un collectif constitué de militants actifs et représentatifs de la ville a vu le jour, animant et coordonnant les manifestations, assurant l'information et les liaisons avec les chercheurs et experts, la presse et les médias. Il a adressé un moratoire à la présidence de la République et au Premier ministre, ainsi qu'aux ministères de l'énergie, des ressources en eau, de l'environnement et de l'agriculture. Son objectif est d'ouvrir un espace de dialogue sérieux et franc, et de trouver une issue satisfaisante pour l'ensemble des acteurs, tant de l'Etat que de la société civile. Le moratoire contient un argumentaire solide pour démontrer que l'exploration et l'exploitation de gaz de schiste ne sont pas dans l'intérêt du pays, et ce, à divers niveaux : économique, environnementale, sociale et sanitaire.

Les autorités algériennes n'ont pas répondu à cette demande de moratoire. Bien au contraire, elles démontrent jour après jour qu'elles comptent poursuivre leur projet, en se soumettant entièrement aux exigences des multinationales, en déconsidérant et réprimant les manifestant(e)s qui s'y opposent. Les 28 et 29 février derniers, un assaut a été donné par la gendarmerie et des compagnies nationales de sûreté, utilisant gaz lacrymogène et balles en caoutchouc : plus de 40 manifestants ont été blessés, dont 3 graves ; d'autres ont été détenus. La répression des manifestant(e)s se poursuit.

Nous, mouvements associatifs de l'émigration et des pays du Maghreb, et associations de défense de l'environnement, dénonçons avec vigueur cette répression ainsi que le silence du gouvernement algérien face aux revendications d'un moratoire contre l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste, que le collectif de lutte de In Salah lui a présenté.

Nous exigeons la libération des manifestants détenus.

Nous exprimons toute notre solidarité aux citoyen(ne)s de In Salah dans leur lutte contre la fracturation hydraulique, qui risque de mettre en danger l'avenir de l'eau de toute une région d'Afrique.

Nous appelons le mouvement associatif, tou(te)s les ami(e)s de l'Algérie, à soutenir et à faire connaître les revendications tel que décidées par le collectif d'In Salah :

- mise en place d'un moratoire sur la prospection et la production d'énergie par fracturation hydraulique,

- arrêt des forages en cours.

Pour vous joindre à cet appel, envoyez vos mails à : acda-algerie@mailfr.com

Paris, le 5 mars 2015.

Premiers signataires :

Collectif algérien en France ACDA (Agir pour le changement et la démocratie en Algérie)

APEL-Egalité (association de femmes algériennes en France)

Massira (Collectif citoyen de soutien aux luttes sociales et démocratiques en Algérie)

Manifeste des libertés

CRLDHT (Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie)

ATMF (Association des travailleurs maghrébins de France)

FTCR (Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives)

AMF (Association des Marocains en France)

ATF (Association des Tunisiens en France)

ASC (Algeria Solidarity Campaign)

CEDETIM (Centre d'études et initiatives de solidarité international)

ENAF (Etudiants nord-africains de France)

Coordination eau Ile-de-France

AFAPREDESA (Association des familles des prisonniers et disparus politiques)

ADTF (Association démocratique des Tunisiens en France)

Réseau Initiatives pour un autre monde (IPAM)

Blanc-Mesnil écologie

Jil Jadid Europe

Ecologie pour tous

Droits devant !!

ASDHOM (Association de défense des droits de l'homme au Maroc)

Association Henri-Pézerat, santé, travail, environnement

Collectif des femmes tunisiennes (CFT)

AMDH (Association marocaine des droits humains)-Ile de France

* * * *

Nabila Abbas, enseignante

Hichem Abdessamad, traducteur

Nourredine Abdi, universitaire

Rym Abdou, doctorante en sociologie

Hakim Addad, militant politique

Ayad Ahram, militant associatif

Khadija Aïnani, activiste des droits humains

Aomar Aït Slimani, ingénieur en écologie

Sanhadja Akrouf, animatrice sociale

Mehdi Alioua, sociologue

Ahcène Aliouchouche, ingénieur

Tewfik Allal, correcteur
Mireille Alphonse, élue EELV Montreuil
Jean-Claude Amara, co-fondateur du DAL, porte-parole de Droits devant !!
Samia Ammour, féministe internationaliste
Jean-Loup Amselle, universitaire
Christiane André, militante des droits de l'homme
Boualam Azahoum, enseignant
Malika Bakhti, fonctionnaire
Sami Bargaoui, universitaire
Farouk Belkeddar, militant associatif
Sofian Belkheir, assistant de service social
Aïcha Benabdelmoumène
Youcef Bendada, économiste
Aïcha Bendouba, sociologue
Tarek Ben Hiba, conseiller régional Ile-de-France
Sadok Ben Mhenni, militant associatif
Dalila Ben Othman, enseignante-chercheur
Alia Ben Saïd, militante féministe
Mohamed Ben Saïd, militant associatif, médecin
Fouad Berrissoul, médecin
Michel Bontemps, militant associatif.
Mouloud Boumghar, universitaire
Omar Bouraba, gérant d'entreprise
Nabil Challal, ingénieur informaticien
Sabrina Challal, écrivain
Souad Chaoui, militante associative
Amel Chekkat, éducatrice
Mouhieddine Cherbib, militant associatif
Mohammed Cherfaoui, militant associatif
François Collin
Marie-Pierre Collin-Huet
Michel Coste
Elisabeth Coulouma
Ahmed Dahmani, enseignant-chercheur
Didier Delpeyrou, militant écologiste
Ouardia Derriche, féministe internationaliste
Bernard Desroches, universitaire
Bernard Dréano, président du CEDETIM
Mohsen Dridi, militant associatif
Moncef El Bahri, militant associatif
Nadia El Fani, cinéaste.
Abderrazzak Elhannouchi, militant pour les droits de l'homme
Driss El Kherchi, militant associatif
Mohammed-Lakhdar Ellala, président de l'ATF
Nabile Farès, psychanalyste
Chérif Ferjani, universitaire
Yann Fiévet, professeur de sciences économiques et sociales
Jacques Gaillot, évêque de Partenia
Azza Ghanmi
Philippe Gillier
Jérôme Gleizes, conseiller de Paris EELV

Colette Grange
Moncef Guedouar, président de la FTCR
Nacira Guénif, universitaire
Tewfik Hakem, journaliste
Hamza Hamouchene, militant associatif
Abdelkrim Haouari, enseignant
Souad Harrar, présidente de l'association « Les Amis Des Troglodytes »
Françoise Hoffet, militante écologiste
Abderrazak Horchani-Bouazizi, militant associatif
Mohammed Jaïte, militant associatif
Danielle Jouaire, militante associative
Nabila Keramane, conseillère régionale d'Ile-de-France
Omar Kezouit, informaticien
Saifallah Khablachi, militant syndical
Mohammed Khenissi, militant associatif
Bernard Lachambre, militant associatif et politique (EELV)
Agnès Lacornerie, enseignante
Annie Lahmer, militante écologiste
Ferial Lalami, universitaire
Gilles Lemaire, écologiste altermondialiste
Inès Léraud, réalisatrice de documentaires radio
Virginie Le Torrec, EELV Saint-Denis
Claire Loupiac, artiste, professeur
Mohammed Maali, journaliste
Insaf Machta, universitaire
Blandine Margoux, rédactrice
Zina Mebkhout, chargée de communication
Horiya Mekrelouf, militante associative
Noara Mendil, travailleur social
Halima Menhoudj, adjointe au maire de Montreuil (EELV°)
Salah Menia, médecin
Karim Messaoudi, militant associatif
Gilbert Meynier, historien
Paul et Françoise Michalon, militants associatifs
Najet Mizouni, universitaire
Claude Monnier
Saïd Nemsî, journaliste
Mohamed Najib Nhamoucha, spécialiste en extraction de pétrole et gaz de schiste
Jean Nuyens
Paul Oriol, militant pour les droits de l'immigration à la citoyenneté
Dalila Oumakhlouf
Zahia Oumakhlouf, militante associative
Arezki Ourrad, attaché de recherche clinique ARC/TEC
Pascal Paquin, co-rédacteur de site
Dania Rahil
Kahina Redjala, étudiante en économie
Leslie Renac, militante associative
Nicole Roger, militante associative
Marguerite Rollinde, militante associative
Messaoud Romdhani, enseignant, vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH)

Sabra Sahali, étudiante en droit
Henri Saint-Jean, militant associatif
Patrice Salomon, travailleur social
Rabah Saoudi, syndicaliste
Selma Sardouk, militante associative
Madjid Serrah, militant associatif
Maxime Shelledy, enseignant
Pierre Stoeber, militant écologiste
Annie Thébaud-Mony, directrice de recherche honoraire INSERM
Tarek Toukabri
Pierre Tranchant
Olivier Tric, architecte
Abdellah Zaazaa, militant associatif
Abdallah Zniber, militant associatif
Mourad Zouaoui, économiste
Malika Zouba

Les signatures peuvent être envoyées à : acda-algerie@mailfr.com
